

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

NOTICE DE RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT (NRE)

Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage

État – Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de
l'Aménagement et des transports d'Île-de-France
Direction des routes d'Île-de-France
Service de la Modernisation du Réseau

Objet du marché

Contournement Est de Roissy - Mesures environnementales
Restauration de milieu favorable à l'œdicnème criard (MR16)
Marché DRIEAT-DIRIF-DMRNO-MAPA-25-073

SOMMAIRE

ARTICLE I -	PREAMBULE	3
ARTICLE II -	CHAMPS D'APPLICATION DE LA NOTICE DE RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT	3
II.1	OBJET DE L'OPERATION.....	3
II.2	ÉTUDES ET PROCEDURES ENVIRONNEMENTALES	3
ARTICLE III -	ÉTAT INITIAL DU SITE ET DE SON ENVIRONNEMENT	5
III.1	LOCALISATION GEOGRAPHIQUE	5
III.2	MILIEU NATUREL	5
III.2.1	<i>Inventaires patrimoniaux</i>	<i>5</i>
III.2.2	<i>Faune et flore</i>	<i>6</i>
III.3	MILIEU HUMAIN	8
III.3.1	<i>Activité économique du territoire – Interfaces avec les entreprises</i>	<i>8</i>
III.3.2	<i>Réseaux</i>	<i>8</i>
III.3.3	<i>Paysage</i>	<i>8</i>
ARTICLE IV -	MANAGEMENT ENVIRONNEMENTAL	8
IV.1	ACTEURS PARTICIPANT AU MANAGEMENT ENVIRONNEMENTAL.....	8
IV.2	PROCEDURES PARTICULIERES EN FAVEUR DE L'ENVIRONNEMENT.....	9
IV.2.1	<i>Faune, flore</i>	<i>9</i>
IV.2.2	<i>Réemploi de la terre végétale.....</i>	<i>10</i>
IV.3	SCHEMA ORGANISATIONNEL DE SUIVI ET D'ELIMINATION DES DECHETS – DISPOSITIONS GENERALES ET DISPOSITIONS SPECIFIQUES	10
IV.4	RESPONSABILITES ET CONTROLES	11
IV.4.1	<i>Contrôle intérieur</i>	<i>11</i>
IV.4.2	<i>Responsabilités du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage</i>	<i>11</i>
IV.4.3	<i>Points critiques – Points d'arrêt.....</i>	<i>12</i>
ARTICLE V -	DISPOSITIONS EN FAVEUR DE L'ENVIRONNEMENT	12
V.1	MILIEU PHYSIQUE.....	12
V.1.1	<i>Risques de pollution aux hydrocarbures, produits dégoudronnants, produits polluants</i>	<i>13</i>
V.1.2	<i>Risques d'atteintes au milieu physique par envol ou percolation des déchets.....</i>	<i>13</i>
V.1.3	<i>Gestion des eaux usées</i>	<i>13</i>
V.2	MILIEU NATUREL	13
V.2.1	<i>Calendrier écologique.....</i>	<i>13</i>
V.2.2	<i>Risque de destruction d'habitats, d'espèces animales et végétales.....</i>	<i>13</i>
V.2.3	<i>Risque de prolifération d'espèces végétales exotiques envahissantes (EVEE).....</i>	<i>14</i>
V.2.4	<i>Risque de dérangement de la faune par une activité inhabituelle.....</i>	<i>15</i>

ARTICLE I - PREAMBULE

La présente Notice de Respect de l'Environnement (NRE) a notamment pour objet :

- de présenter la synthèse des contraintes environnementales, et les sites où ces mesures doivent s'appliquer ;
- de préciser la nature des démarches administratives devant être assurées par les différents intervenants ;
- de définir les exigences en matière de management et de suivi de l'environnement ;
- de compléter les exigences de l'arrêté interpréfectoral n° 2019/DDT/SEPR/246 du 19 décembre 2019, portant autorisation à la réalisation du Contournement Est de Roissy (CER).

Elle s'impose à tout intervenant dans le cadre de la présente opération, sans pour autant se substituer à la responsabilité de celui-ci sur le chantier.

Tout nouvel enjeu découvert au cours des travaux sera traité par des mesures idoines soumises à l'agrément du maître d'œuvre pendant toute la durée des travaux.

Toute entreprise, faisant appel à un sous-traitant, un prestataire de services ou un travailleur indépendant, devra joindre obligatoirement la présente NRE au contrat établi, quelle que soit la nature de ce dernier.

ARTICLE II - CHAMPS D'APPLICATION DE LA NOTICE DE RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT

II.1 *Objet de l'opération*

La présente Notice de Respect de l'Environnement s'applique aux marchés de mesures environnementales prévues dans le cadre de l'opération du Contournement Est de Roissy (CER).

L'opération globale du CER relie l'autoroute A1 à la RN2 par la création d'une infrastructure autoroutière de 9 km, en 2 x 2 voies, élargissable à 2 x 3 voies par l'intérieur, tout en garantissant le maintien des dessertes locales existantes, notamment par le rétablissement de la RD 212.

Les mesures environnementales sont prescrites par l'arrêté d'autorisation environnementale n°2019/DDT/SEPR/246 du 19 décembre 2019, modifiant l'arrêté préfectoral Loi sur l'eau du 21 décembre 2006 n°06/DAIDD/E/066. Cet arrêté prévoit notamment la prise en compte de la rubrique « zone humide » au titre de la loi sur l'eau, ainsi qu'une dérogation à l'interdiction de destruction d'habitats et d'espèces animales protégés.

Certaines mesures restent encore à réaliser, pour répondre aux impacts environnementaux de l'opération du CER, et nécessitent des travaux, dont ceux objet du présent marché : travaux de terrassement écologique, réalisés sur une surface d'environ 4 000 m² située sur la commune du Mesnil-Amelot (77), sur une emprise foncière appartenant à Aéroports De Paris (ADP), mise à disposition pour la DiRIF par bail environnemental.

L'objectif est d'évacuer la terre végétale en surface et de la remplacer par des matériaux minéraux adaptés à la nidification de l'Édicnème criard, tout en limitant la repousse végétale.

II.2 *Études et procédures environnementales*

La nature et l'ampleur du projet CER a nécessité la réalisation de plusieurs études et l'application de procédures environnementales réglementaires. La présente notice reprend synthétiquement les enjeux, identifiés et développés par ces dernières et récapitule les obligations qui en découlent.

La présente notice s'appuie notamment, outre le code de l'environnement, sur les documents suivants (liste non exhaustive) :

- **Procédures et autorisations :**

- Décret du 22 septembre 2003 déclarant d'utilité publique les travaux de construction de la section de l'autoroute A104 constituant le contournement de la plate-forme aéroportuaire de Roissy - Charles-de-Gaulle [...], 23 septembre 2003 ;
- Dossier de demande d'autorisation au titre du code l'environnement – La Francilienne Contournement Est de l'aéroport Roissy Liaison A104-A1, novembre 2005 ;
- Porter à connaissance relatif aux modifications intervenues dans la gestion des eaux depuis la réalisation du dossier Loi sur l'Eau et demande de prolongation de validité de l'autorisation - La francilienne contournement Est de l'aéroport Roissy Liaison A104-A1 dans le département de Seine et Marne, octobre 2017 (études menées par SEPIA Conseil) ;
- Dossier de demande de dérogation à la protection d'espèces dans le cadre de l'opération du contournement Est de Roissy et de l'échangeur de Compans, septembre 2018 ; et mémoire en réponse à l'avis négatif du CNPN, 2019 (études menées par ALISEA) ;
- Arrêté Inter préfectoral n° 2019/DDT/SEPR/246 du 19 décembre 2019 modifiant et complétant l'arrêté préfectoral n° 06/SAIDD/E/066 du 21 décembre 2006 autorisant le Ministère de l'équipement, des transports, de l'aménagement du territoire, du tourisme et de la mer, représenté par la Direction départementale de l'équipement de Seine et Marne à réaliser le contournement Est de l'aéroport de Roissy Charles de Gaulle dans le cadre de la réalisation de la Francilienne et déclarant d'intérêt général ces travaux et valant autorisation environnementale. Toutes les exigences de cet arrêté s'appliquent au présent marché ;
- Les Porter à Connaissance (PAC) adaptant l'arrêté précédent.
- Arrêté préfectoral du Val d'Oise du 18 novembre 2003 relatif à la Loi sur l'Eau.

- **Études :**

- Diagnostic écologique en vue de l'élaboration du dossier de demande de dérogation à la protection des espèces, ALISEA (2016-2019) ;
- Les différentes notes rédigées par la SEGED sur des thématiques précises (bilans et suivis d'espèces après travaux, désimpermeabilisation, plan de gestion, etc.) ;
- Étude milieux naturel : O.G.E.- Contournement Est de Roissy : Étude des zones humides dans le cadre de l'aménagement de l'A104, mars 2017 ;
- Espace 9 – Étude acoustique – Étude du contournement Est de Roissy Phase 2, janvier 2018 ;
- ETN 4 - Laboratoire des Ponts et Chaussées de Lille, État initial air - contournement Est de Roissy, janvier 2004.

- **Autres documents :**

- Instructions du STNA, liste des plantes déconseillées sur CDG ;
- Le Schéma Régional de Cohérence écologique (SRCE) d'Ile-de-France adopté le 26/09/2013.

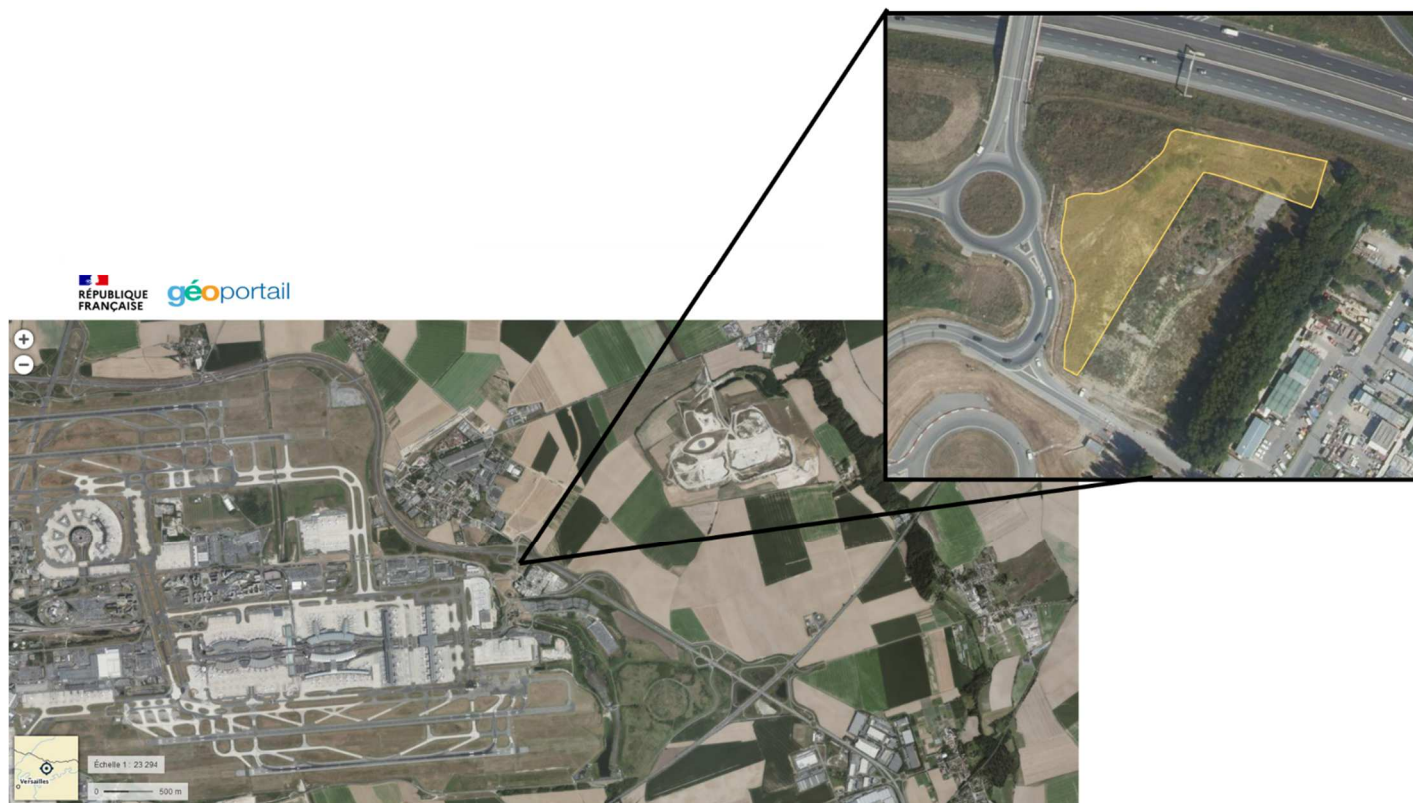
Par ailleurs, le maître d'ouvrage répond à des obligations réglementaires issues du code de l'environnement, des arrêtés pris en application des procédures précitées, et de tout document les actualisant.

Ces obligations réglementaires s'imposent aux titulaires des présents marchés dès lors que les prestations exécutées interceptent le périmètre d'application de ces dernières.

ARTICLE III - ÉTAT INITIAL DU SITE ET DE SON ENVIRONNEMENT

III.1 Localisation géographique

Les travaux de restauration écologique en faveur de l'Œdicnème criard (*Burhinus oedicnemus*) seront réalisés sur une parcelle d'environ 4 000 m², située à proximité du giratoire sud du diffuseur, sur la commune du Mesnil-Amelot (77). Cette parcelle fait l'objet d'études en cours pour identifier les éventuelles zones de défens (la surface de travaux sera donc possiblement réduite). Ce projet s'inscrit dans le cadre plus large de l'opération du CER. L'ensemble du projet traverse, d'est en ouest, les communes de Compans, Thieux, Mitry-Mory, Le Mesnil-Amelot et Mauregard dans le département de Seine-et-Marne, ainsi qu'Épiais-lès-Louvres dans le département du Val-d'Oise.



III.2 Milieu naturel

Certains milieux naturels présentent un enjeu fort pour l'ensemble du CER. En effet, plusieurs espèces protégées ont pu être recensées dans l'emprise des travaux ainsi que dans les périmètres présentés ci-après.

III.2.1 Inventaires patrimoniaux

Les zones réglementées en faveur de l'environnement, relevées ci-dessous, correspondent à celles identifiées par le bureau d'étude ALISEA. Deux périmètres ont été pris en compte par ce bureau d'étude, afin de localiser des zones pouvant interagir avec le projet du CER global :

- Périmètre éloigné : qui est une zone de 5 km autour de l'implantation du projet et qui comprend le périmètre d'étude rapproché,
- Périmètre d'étude rapproché : 150 m autour du périmètre du projet (soit 150m au-delà de la DUP).

Il en ressort qu'aucune zone faisant l'objet d'une réglementation ou d'un classement au titre de l'environnement ne se situe dans le périmètre d'étude rapproché (150 m autour du périmètre du projet).

Néanmoins, dans le périmètre d'étude éloigné du projet CER (5km autour de l'implantation du projet), il a été identifié :

- un site classé,
- un site inscrit,
- trois périmètres régionaux d'intervention foncière (PRIF),
- quatre espaces naturels sensibles (ENS),
- plusieurs zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF).

Les travaux actuels (travaux de restauration de milieux favorables à l'Œdicnème criard, installation de clôtures pérennes, pose de piquets de délimitation ainsi que de panneaux d'information) s'inscrivent dans la continuité des démarches ERCA engagées par l'État au titre de la réglementation sur la protection de la biodiversité, et visent à mettre en œuvre des mesures de protection ciblées au sein de l'emprise du projet du CER.

Concernant la Trame Verte et Bleue (TVB), le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) d'Île-de-France identifie un corridor fonctionnel, celui des « prairies, friches et dépendances vertes » qui traverse les espaces herbacés de l'aéroport de Roissy Charles de Gaulle et des bassins de Compans.

III.2.2 Faune et flore

L'ensemble du projet CER a fait l'objet d'un dossier de demande de dérogation d'espèce protégées pour :

- 11 espèces aviaires,
- 3 espèces d'insectes,
- 2 espèces d'amphibiens,
- 1 espèce de reptile,
- 8 espèces de chiroptères,
- 1 espèce de mammifère terrestre.

Plus précisément le présent marché est concerné par les zones dédiées aux espèces protégées suivantes :

- l'Œdicnème criard.
- l'Écaille marbrée,
- le Grillon d'Italie,
- la faune évoluant sur ces espaces.

Il est à noter que de nouvelles espèces protégées ont été découvertes lors de campagnes de suivi (Mante religieuse, Petit Gravelot, etc.).

Les titulaires devront mettre en œuvre toutes les précautions nécessaires afin de limiter les impacts sur la faune, la flore et les milieux naturels qui sont à préserver durant la phase chantier.

Par ailleurs, un calendrier écologique sera à respecter.

Les zones concernées par ces mesures et connues à ce jour sont récapitulées sur la carte présentée ci-après. Les éléments actualisés seront remis au titulaire en phase de préparation (cartes disponibles en annexe, en grand format, pour des légendes visibles).



Contournement Est de Roissy et échangeur de Compans

Espèces protégées (partie ouest)

Légende

Périmètre d'étude rapproché

Insectes protégés

- Eclaircie marbrée rouge
- Grillon d'Italie
- Habitats de l'Eclaircie marbrée rouge
- Habitats du Grillon d'Italie

Oiseaux protégés

- Oedonème orard
- Bruant des roseaux
- Linotte mélodieuse
- Chardonneret élégant
- Pouillot fift
- Faucon crécerelle
- Tardif pâle
- Fauvette des jardins
- Rollet huppé
- Moineau friquet
- Serin cini
- Locustelle tachetée
- Verdier d'Europe
- Bruant jaune
- Tardif des prés (migrateur)
- Habitats de l'Oedonème orard (reproduction possible)

Amphibiens protégés

- Crapaud commun
- Grenouille naine

N.B. : les espèces d'oiseaux protégées, vues en vol ou en recherche alimentaire (Hirondelles, Martinet noir) n'ont pas été cartographiées



Réalisation Alisea SARL
Fond IGN
Juin 2017



Contournement Est de Roissy et échangeur de Compans

Espèces protégées (partie centrale)

Légende

Périmètre d'étude rapproché

Insectes protégés

- Eclaircie marbrée rouge
- Grillon d'Italie
- Habitats de l'Eclaircie marbrée rouge
- Habitats du Grillon d'Italie

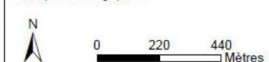
Oiseaux protégés

- Oedonème orard
- Bruant des roseaux
- Linotte mélodieuse
- Chardonneret élégant
- Pouillot fift
- Faucon crécerelle
- Tardif pâle
- Fauvette des jardins
- Rollet huppé
- Moineau friquet
- Serin cini
- Locustelle tachetée
- Verdier d'Europe
- Bruant jaune
- Tardif des prés (migrateur)
- Habitats de l'Oedonème orard (reproduction possible)

Amphibiens protégés

- Crapaud commun
- Grenouille naine

N.B. : les espèces d'oiseaux protégées, vues en vol ou en recherche alimentaire (Hirondelles, Martinet noir) n'ont pas été cartographiées



Réalisation Alisea SARL
Fond IGN
Juin 2017



III.3 Milieu humain

III.3.1 Activité économique du territoire – Interfaces avec les entreprises

La zone du chantier se situe dans un secteur à forte activité économique, avec la présence de diverses entreprises et notamment de la plateforme aéroportuaire de Roissy - Charles de Gaulle et de nombreuses entreprises liées à la présence de cette dernière.

Cette proximité avec ADP engendre la nécessité de l'adaptation du chantier aux contraintes aéronautiques (émission de poussières, tailles de grues, éclairage, etc.) et d'accès à la plateforme aéroportuaire.

III.3.2 Réseaux

Le réseau TRAPIL est situé dans l'emprise du chantier (communication, eau, etc.) et est identifiable.

Il sera à prendre en compte dans les méthodes de travail lors de la phase travaux.

III.3.3 Paysage

Le site dans lequel s'inscrit le projet se compose principalement d'une plaine occupée par l'agriculture céréalière ou betteravière, avec quelques rares bosquets d'arbres, des villages isolés, des alignements d'arbres. Le talweg à proximité du Mesnil-Amelot rompt la monotonie du parcours avec son passage encaissé, bordé par des grands conifères d'une pépinière qui s'est naturalisée, la plate-forme aéroportuaire, et le plateau créé par la société ECT pour le dépôt de terres excavées.

Les deux infrastructures de la RD 212 et de l'A104 marquaient déjà fortement le paysage. Avec la réalisation du projet du CER, ce dernier a été profondément transformé. Les aménagements, objets des marchés actuels — clôtures à vocation écologique, piquets de délimitation, et les travaux de restauration écologique en faveur de l'Œdicnème criard— visent à modifier l'aspect naturel du site de manière à obtenir un profil steppique.

L'aménagement d'un site dédié à l'Œdicnème criard entre dans le cadre d'un engagement de l'État en faveur d'un oiseau fortement menacé dont les populations déclinent fortement.

ARTICLE IV - MANAGEMENT ENVIRONNEMENTAL

IV.1 Acteurs participant au management environnemental

Afin de garantir la mise en œuvre des engagements réglementaires et volontaires du maître d'ouvrage vis-à-vis de l'environnement, il est mis en place un dispositif de management des actions à mener en faveur de l'environnement en phase chantier.

Ce dispositif relève d'une démarche qualité dans laquelle il est attendu que les titulaires s'engagent. Ce dispositif est cohérent et s'inscrit à part entière dans la démarche d'assurance qualité globale qui sera mise en place pour l'ensemble du chantier.

Le présent chapitre décrit les différentes composantes de ce dispositif (intervenants, documents supports) et son fonctionnement. Il précise notamment les livrables et les actions attendues de la part des soumissionnaires, puis de la part des titulaires des marchés, tels que le rôle et les responsabilités des différents intervenants, les procédures de contrôle et de pilotage qui seront à mettre en place, etc.

Il sera particulièrement attendu la fourniture de Procédures Particulières en faveur de l'Environnement (PPE) relatifs aux points sensibles identifiés.

Le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre peuvent faire appel à une assistance environnementale qui les assiste pour le respect de ses obligations réglementaires en matière environnementale, la définition et la conduite de l'opération.

Au stade du chantier, cette assistance environnementale pourra s'assurer que les actions découlant de réglementations ou procédures de concertation ou d'autorisation tels les engagements de l'Etat sont bien mises en œuvre. En particulier, il participe au suivi de la bonne mise en œuvre des procédures définies des PPE.

À ce titre, elle peut être positionnée comme assistance du maître d'œuvre pour l'agrément des Procédures Particulières pour l'Environnement (PPE) établies par les titulaires et peut assurer en lieu et place du maître d'œuvre les contrôles des procédures. En cas de non-conformités, il informe sans délai le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre.

Enfin, sur demande du maître d'ouvrage et/ou du maître d'œuvre, l'assistance environnementale pourra effectuer des contrôles inopinés sur chantier pour s'assurer que toutes les mesures établies sont bien mises en œuvre et suivies. Elle pourra également intervenir en cas d'urgence (pollution, apparition d'espèces protégées, etc.) et constater les faits afin que les titulaires agissent dans les plus brefs délais.

IV.2 Procédures Particulières en faveur de l'Environnement

Le contexte et la nature technique de la présente opération génèrent des points sensibles pour la préservation de l'environnement.

Sur chacun des points sensibles pressentis les titulaires élaborent une Procédure Particulière pour l'Environnement (PPE) dans laquelle elle décrit précisément les méthodes d'organisation, les solutions techniques et les modalités d'exécution choisies pour éviter, réduire ou, en dernier lieu, compenser l'impact possible sur l'environnement.

Les PPE sont donc les outils opérationnels du dispositif de management environnemental et seront soumis au visa du maître d'œuvre. Leur évolution et mise en œuvre seront dûment documentées.

Chaque procédure doit en particulier expliciter :

- les indicateurs nécessaires pour mesurer la conformité du résultat à ce qui est attendu,
- les contrôles, éventuellement mesures et analyses auxquels il sera procédé pour établir cette conformité,
- la fiche de contrôle correspondante,
- la liste des produits employés, accompagnée des Fiches de Données Sécurité (FDS), pour les procédures concernées.

IV.2.1 Faune, flore

Une PPE relative à la protection de la faune et de la flore sera obligatoirement fournie par les titulaires en phase préparatoire.

La PPE « Faune, flore » devra mentionner :

- la localisation des espaces naturels sensibles et des espèces patrimoniales, reportés sur les plans d'exécution,
- l'identification des zones de stockage de matériaux, obligatoirement situées en dehors des zones à préserver et donc sur des zones ne présentant pas d'enjeu environnemental

- la gestion des Espèces Exotiques Envahissantes (EEE), notamment la procédure de nettoyage des engins à l'arrivée et au départ du chantier, la procédure et les lieux d'évacuation des rémanents et terres contaminées (mesure MR9 à appliquer de l'arrêté environnemental).
- la sensibilisation du personnel à l'environnement,
- l'organisation du chantier en cas de découverte d'espèces protégées.

La PPE « faune, flore » devra indiquer les mesures prévues pour éviter la destruction d'espèces protégées et la présence de petits animaux sur le chantier ».

Le titulaire s'engage par ailleurs à respecter le calendrier écologique d'intervention et les mesures de réduction prévues en phase chantier de l'arrêté environnemental.

Un dossier d'études faune/flore et zones humides de la zone sera remis au titulaire au début de la période de préparation.

Au cours du chantier, le titulaire pourra être amené à rédiger de nouvelles PPE à la demande du maître d'œuvre selon les besoins identifiés.

IV.2.2 Réemploi de la terre végétale

La PPE « réemploi de la terre végétale » devra préciser la démarche adoptée par l'entreprise concernant la réutilisation de ce matériau. Cette démarche doit inclure les modalités de collecte, de stockage, et de réutilisation de la terre végétale, en veillant à respecter les bonnes pratiques environnementales et réglementaires.

Il est important de noter que la terre végétale réutilisée devra, au préalable avoir été débarrassée des Espèces Végétales Envahissantes (EVE), afin d'éviter toute contamination du site ou propagation des espèces.

Enfin, tout bénéfice résultant de la réduction des coûts liés à l'utilisation de terre végétale réemployée devra être clairement identifié et pris en compte dans l'évaluation économique globale du projet, dans une démarche de développement durable, de transparence et d'optimisation des coûts.

IV.3 *Schéma Organisationnel de Suivi et d'Elimination des Déchets – Dispositions générales et Dispositions spécifiques*

Le SOSED - *Dispositions Générales* (remis à l'offre), puis le SOSED - *Dispositions Spécifiques*, élaboré dès la période de préparation, traiteront de la gestion des déchets de chantier et de leur traçabilité. Ils formalisent les procédures qui seront suivies pour assurer une gestion des déchets de chantier conforme à la réglementation.

Le SOSED - *Dispositions Générales* est élaboré et fourni par les soumissionnaires au stade de l'appel d'offres. Il est pris en compte pour le jugement de l'offre.

Sur sa base, en phase de préparation de chantier, les titulaires devront élaborer un SOSED - *Dispositions Spécifiques*, qui a pour vocation de préciser les dispositions qui seront effectivement mise en œuvre dans le cadre du chantier. Ce dernier fera l'objet d'un visa par le maître d'œuvre. Il sera une des composantes du Plan de Respect de l'Environnement à l'instar des autres Procédures Particulières pour l'Environnement.

Le SOSED - *Dispositions générales*, traitera à minima des points suivants :

- les principaux déchets et les choix de traitement notamment leur valorisation ;
- les méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les différents déchets (bennes, stockage, localisation sur le chantier des installations, etc.) ;
- les centres de stockage, de regroupement, unités de recyclage pressentis vers lesquels seront acheminés les différents déchets en fonction de leur typologie et en accord avec le gestionnaire devant les recevoir (les arrêtés relatifs aux installations retenues devront être annexés au SOSED) ;

- les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer ces différents éléments de gestion des déchets ;
- les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en œuvre pendant les travaux (documents d'enregistrement en cours et en fin de chantier). Un cadre de bordereau de suivi des déchets de chantier sera également joint ;
- les moyens mis en œuvre pour limiter la quantité des déchets : choix de systèmes constructifs générateurs de moins de déchets.
- les actions de sensibilisation, d'information et de formation qui seront à mener régulièrement.

IV.4 Responsabilités et contrôles

IV.4.1 Contrôle intérieur

Par référence aux exigences contractuelles du marché, il appartient aux titulaires d'apporter la preuve formelle tout au long des travaux que les mesures de prévention des risques vis à vis de l'environnement sont efficaces par la mise en œuvre du contrôle intérieur.

Ce contrôle intérieur de la conformité et de l'efficacité des dispositions prévues dans les procédures PPE pourra être visuel ou approfondi selon le cas, mais aboutira toujours à la rédaction d'une fiche à consigner dans le Journal Environnement et à transmettre éventuellement au maître d'œuvre.

En outre, suite à la sensibilisation des équipes opérant sur le site, il est demandé de communiquer au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage toute observation d'une espèce animale ou végétale qui demanderait un traitement particulier.

IV.4.2 Responsabilités du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage

Le maître d'œuvre a notamment pour rôle de :

- examiner et valider les documents d'organisation et procédures d'exécution,
- évaluer en permanence l'efficacité des mesures mises en œuvre et imposer les ajustements nécessaires,
- proposer au maître d'ouvrage de mener des opérations de contrôle extérieur qui paraîtraient nécessaires pour fonder la surveillance des prestations des titulaires,
- effectuer des visites de chantier (y compris de façon inopinée),
- de lever les points d'arrêt prévus dans le plan de contrôle des titulaires,
- de s'assurer que les points critiques ont été traités conformément aux dispositions prévues, que notamment les tests et analyses qui devaient être menée,
- de revoir, commenter et / ou approuver les propositions issues des questions de chantier,
- de revoir, commenter et / ou approuver les réparations proposées dans les fiches de non-conformité qui le nécessitent,
- de vérifier régulièrement la validité des éléments fournis à l'appui des procédures de contrôle.

En outre, sans préjudice des responsabilités du maître d'œuvre et dans la limite de ses prérogatives, le maître d'ouvrage peut s'impliquer dans des missions d'observation, d'inspection de chantier et de levée des points d'arrêts prévus par le plan de contrôle de l'opération. De façon programmée et annoncée, ou de façon inopinée notamment en cas de doute persistant sur la bonne mise en œuvre des PPE, le maître d'ouvrage pourra également réaliser ou mandater ses conseillers ou experts pour auditer la mise en œuvre des PPE par le titulaire. En cas de

résultats insatisfaisants, il rappelle les obligations des différents acteurs, exige la mise en œuvre de mesures correctives et applique ou demande l'application des pénalités prévues dans les contrats de travaux.

IV.4.3 Points critiques – Points d'arrêt

Conformément aux prescriptions de la présente Notice de Respect de l'Environnement (NRE), de l'arrêté interpréfectoral environnemental du CER et dans le cadre du dispositif de suivi environnemental du projet, certaines phases du chantier font l'objet de points de contrôle spécifiques visant à garantir la protection des milieux naturels et des espèces protégées.

IV.4.3.1 *Points critiques*

Les points critiques correspondent à des opérations présentant un risque environnemental (modéré à élevé), mais dont les conséquences restent maîtrisables et réparables.

Le maître d'œuvre est informé à l'avance de leur réalisation, afin qu'il puisse, le cas échéant, assister à l'intervention. Le titulaire transmettra les résultats des contrôles internes réalisés pour validation avant poursuite des travaux. Une fiche de suivi dédiée sera remplie et intégrée au Journal Environnement.

Points critiques à prévoir, a minima :

- Identification et gestion des zones contenant des espèces exotiques envahissantes (EEE),
- L'abattage et dessouchage des arbres dans la zone proche du réseau TRAPIL,
- Les dépôts sauvages à proximité du chantier.

IV.4.3.2 *Points d'arrêt*

Les points d'arrêt sont instaurés pour les opérations présentant un risque environnemental majeur, dont les conséquences seraient difficilement réversibles ou entraînant des coûts élevés de remise en état.

Dans ce cas, les travaux sont suspendus jusqu'à obtention d'un accord formel du maître d'œuvre après contrôle. Ce contrôle peut être basé sur :

- Une visite chantier,
- Des mesures ou contrôles réalisés par le titulaire ou ses prestataires,
- Des vérifications externes pilotées par le maître d'œuvre.

Points d'arrêt à prévoir, a minima :

- Délimitation et balisage des zones à préserver (talus, habitats),
- Présence inopinée d'espèce protégée (par exemple migration des amphibiens).

ARTICLE V - DISPOSITIONS EN FAVEUR DE L'ENVIRONNEMENT

V.1 *Milieu physique*

Concernant le milieu physique, le principal risque concerne une pollution de celui-ci par des hydrocarbures, des matières en suspension, des déchets ou des produits polluants.

V.1.1 Risques de pollution aux hydrocarbures, produits dégoudronnants, produits polluants

Afin de traiter au plus vite une fuite sur un engin ou sur un véhicule (carburant, huile moteur, huile hydraulique, etc.), chaque engin sera équipé d'un kit antipollution complet, comprenant un boudin absorbant et des feuilles absorbantes, des gants et un sac pour l'évacuation des déchets souillés.

V.1.2 Risques d'atteintes au milieu physique par envol ou percolation des déchets

Une zone dédiée au tri des déchets devra être réalisée, sur une zone stabilisée et délimitée. Des bennes de volumes suffisants selon la nature des déchets seront installées et identifiées.

Par ailleurs, aucun prélèvement ne sera autorisé dans les eaux souterraines, hormis pour dénoyer le chantier.

V.1.3 Gestion des eaux usées

Les sanitaires du chantier, en base vie ou sur des points éloignés, ne doivent occasionner aucun rejet vers le milieu nature.

Il faudra donc se raccorder au réseau public s'il existe, ou mettre en œuvre des solutions sans rejet, tels que des WC chimiques ou une fosse étanche.

V.2 Milieu naturel

Les titulaires devront veiller à suivre les mesures associées à la faune et à la flore, établies dans le dossier CNPN, durant toute la phase travaux.

V.2.1 Calendrier écologique

Afin de respecter les obligations découlant de l'arrêté environnemental, les périodes pendant lesquelles les travaux ne sont pas préconisées sont les périodes à forte sensibilité, soit environ de mars à octobre.

V.2.2 Risque de destruction d'habitats, d'espèces animales et végétales

Ce risque existe lors des travaux, du dépôt des matériaux ou déchets nécessaires à la réalisation du chantier.

Il est d'autant plus important que le projet est situé à proximité de plusieurs zones à enjeu :

- bernes, prairies artificielles et friches prairiales fonctionnelles et d'intérêts écologiques (cf. dossier CNPN et PAC associés, ME1 et certaines MR1, zones non impactées)
- une partie des habitats de l'Ecaille marbrée-rouge à proximité immédiate du projet (cf. dossier CNPN et PAC associés, ME3 et MR18)
- une partie des habitats du Grillon d'Italie habitats à proximité immédiate du projet (cf. dossier CNPN et PAC associés, ME4 et certaines ME1 et MR1, zones non impactées).

Aucune circulation ou stockage ne devra avoir lieu à l'intérieur de ces zones, sauf disposition contraire validée par le maître d'œuvre.

V.2.3 Risque de prolifération d'espèces végétales exotiques envahissantes (EVEE)

Ce risque est notamment induit par des opérations de débroussaillage, de mouvement de terres ou par la circulation des engins.

Les espaces remaniés ou bouleversés étant très sensibles à une colonisation par des espèces invasives, il conviendra de procéder à la végétalisation (ensemencement, plantations) pour les zones de balisage, ou à la couverture (gravillons) rapide pour la zone « Œdicnème » pour éviter une propagation des EVEE.

Par ailleurs, les titulaires prendront connaissance des zones impactées par la présence de plantes invasives et établira un protocole de gestion, comprenant un repérage préalable sur site des foyers/pieds d'espèces végétales exotiques envahissantes (marquage/détourage), puis suppression (coupe, arrachage, dessouchage). Après intervention, les rémanents seront envoyés vers une filière de recyclage des matières organiques (méthanisation par exemple), ou en décharge (pour les zones concernées par la présence de la Renouée du Japon et Buddleia de David). L'enfouissement sur site des rémanents est proscrit.

Les engins seront nettoyés au nettoyeur haute pression, en particulier des parties en contact avec le sol (roues, chenilles, godets), avant l'arrivée sur le chantier, et avant le départ du chantier, pour éviter la propagation des espèces végétales exotiques envahissantes.

Les mesures ci-après, issues de l'arrêté environnemental (arrêté interpréfectoral n°2019/DDT/SEPR/246 du 19 décembre 2019), s'appliquent obligatoirement à l'opération.

V.2.3.1 MR2 : Localisation des installations de chantier et stockages de déblais en dehors des zones sources à maintenir

Les installations de chantier et le stockage des déblais seront réalisés sur des habitats naturels ne présentant pas d'enjeux écologiques (cultures, friches et ourlets nitrophiles) et sans espèces protégées et/ou remarquables, ou sur des habitats présentant un enjeu écologique, mais voués à disparaître à terme par effet d'emprise.

V.2.3.2 MR3 : Balisage des zones sensibles (bermes, friches prairiales à maintenir, habitats d'espèces protégées)

Les zones sources (bermes, friches prairiales) seront balisées avant le démarrage du chantier par un ingénieur écologue, à l'aide de piquets bois et de rubalise (ou de grillage de signalisation). En complément, un panneau d'information sera apposé pour signaler l'intérêt des secteurs concernés, et rappeler les interdictions à respecter (ne pas utiliser comme zone de dépôts, ne pas circuler dans la zone, etc.). Le balisage comprendra également les habitats de l'Œdicnème criard pour réduire les risques de destruction accidentelle.

V.2.3.3 MR4 : Sensibilisation des entreprises

Avant le démarrage du chantier, le pétitionnaire établira et mettra à disposition des entreprises une « notice écologique » synthétisant les intérêts écologiques des abords du chantier, les règles à respecter, la conduite à tenir en cas de découverte d'une nouvelle espèce au cours des travaux. La remise de cette notice sera complétée par une réunion de sensibilisation aux entreprises avant leurs premières interventions, et par des réunions d'étape régulières au cours des travaux.

V.2.3.4 MR5 : Mise en place d'aires de ravitaillement étanches et éloignées des zones sources

Avant le démarrage des travaux, le pétitionnaire mettra en place des aires de ravitaillement en dehors des zones

sources. Ces aires de ravitaillement seront étanches et équipées de dispositifs permettant la récupération des éventuels effluents en cas de déversement accidentel.

V.2.3.5 *MR6 : Mise à disposition d'un kit anti-pollution*

Avant le démarrage des travaux, le pétitionnaire mettra à disposition des conducteurs d'engins d'un kit anti-pollution (comprenant gants, feuilles absorbantes) pour intervenir rapidement en cas de pollution accidentelle aux hydrocarbures.

V.2.3.6 *MR8 : Repérage et destruction des espèces végétales exotiques envahissantes*

Les foyers/pieds d'espèces végétales exotiques envahissantes seront repérés (marquage/détourage), puis supprimés (coupe, arrachage, dessouchage). Après intervention, les rémanents seront envoyés vers une filière de recyclage des matières organiques (méthanisation par exemple), ou en décharge (par la présence de la Renouée du Japon). L'enfouissement des rémanents est proscrit.

V.2.3.7 *MR9 : Nettoyage des engins de chantiers*

Durant toute la phase travaux les engins de chantier seront nettoyés (nettoyeur haute-pressure), et en particulier des parties en contact avec le sol (roues, chenilles, godets), avant l'arrivée sur le chantier, et avant le départ du chantier, afin d'éviter la propagation des espèces végétales exotiques envahissantes.

V.2.4 Risque de dérangement de la faune par une activité inhabituelle

Ce risque existe notamment lors des opérations de débroussaillage et terrassements.

Les titulaires s'engagent à respecter strictement les emprises travaux définies et à interdire la circulation et les manœuvres en dehors de ces dernières.